

CLIMAT • BRÉSIL

Incendies en Amazonie : un fléau saisonnier « amplifié par les prises de position de Jair Bolsonaro »

Selon l'économiste Catherine Aubertin, le président brésilien a mis en place « un système d'affaiblissement des institutions environnementales » afin de tirer profit de cette région.

Propos recueillis par Laura Motet • Publié le 22 août 2019 à 16h56, mis à jour hier à 21h48



Un feu près de Humaita, en Amazonie (Brésil), le 14 août 2019. UESLEI MARCELINO / REUTERS

« *Prions pour l'Amazonie.* » Depuis plusieurs semaines, des citoyens s'émeuvent sur les réseaux sociaux des feux de forêts qui ravagent la région. Selon l'Institut national de recherche spatiale (INPE), ils ont augmenté de 83 % depuis le début de 2019 par rapport à l'année précédente. La déforestation a, elle, été amplifiée de 67 %. Une hausse d'autant plus inquiétante qu'il s'agit d'un record depuis 2013.

Pour Catherine Aubertin, économiste de l'environnement et directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement, ces incendies pourraient à terme « *exacerber durablement les effets du réchauffement climatique* ».

Peut-on lier l'augmentation des feux de forêt et de la déforestation à l'arrivée au pouvoir du très climatosceptique Jair Bolsonaro ?

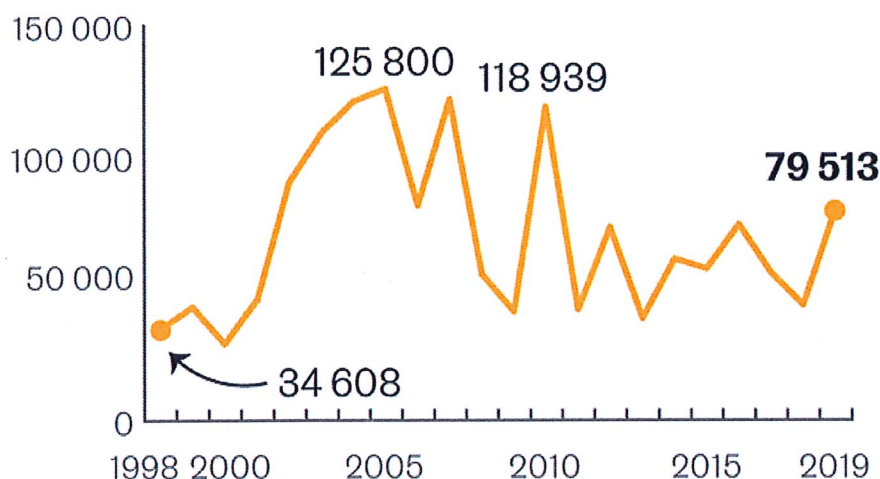
Chaque année, le nombre d'incendies et de parcelles défrichées augmente en juillet au Brésil. Ce n'est pas un hasard : cela correspond à la fin de la saison des pluies. C'est le moment où sont mises à feu des zones déjà travaillées par l'homme – en particulier pour l'entretien des pâturages – et où on transforme des forêts en espaces cultivables. La déforestation se fait en retirant d'abord le bois d'œuvre, puis en brûlant le reliquat de végétation. Les départs de feux ont aussi augmenté en flèche du fait d'une très importante sécheresse cette année.

Mais cette explication « saisonnière » est amplifiée par les prises de position du nouveau président brésilien. D'emblée, Jair Bolsonaro a déclaré que l'Amazonie était un territoire improductif, composé de terres indigènes et d'unités de conservation, qu'il fallait intégrer à l'économie brésilienne. Pour ce faire, il a mis en place tout un système d'affaiblissement des institutions environnementales, qu'il accusait d'être des « *machines à distribuer des amendes* ».

Il a ainsi réduit le budget de près d'un quart de l'Ibama, l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles, et a licencié vingt et un des vingt-huit directeurs régionaux de cette organisation chargée de sanctionner les crimes environnementaux. Idem pour l'Institut Chico-Mendes (ICMbio), chargé de surveiller et de protéger la biodiversité des unités de conservation, comme les parcs naturels. Il a démis en avril la quasi-totalité de l'état-major de l'organisation. Il a également limogé Ricardo Galvao, le président de l'INPE, un équivalent de la NASA, qui dès 1988 a mis au point des outils d'analyse satellitaire chargés d'évaluer la déforestation et les incendies en Amazonie.

Après deux années de baisse, le nombre de feux au Brésil au plus haut depuis 2011

Nombre d'incendies détectés par satellite, du 1^{er} janvier au 24 août de chaque année



Source : National Institute for Space Research
Infographie Le Monde

Lire aussi | [Au Brésil, la mise en place d'une politique de destruction de l'environnement](#)

La communauté internationale dispose-t-elle de moyens de coercition sur Jair Bolsonaro ?

La communauté internationale tente effectivement de faire pression sur Brasilia. En juillet, Emmanuel Macron a ainsi fait savoir que si l'accord de Paris pour le climat n'était pas respecté au Brésil, il ne ratifierait pas l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur (le marché commun du Sud, qui regroupe plusieurs pays de l'Amérique du Sud, dont le Brésil).

Lire aussi | [Tout comprendre à l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur](#)

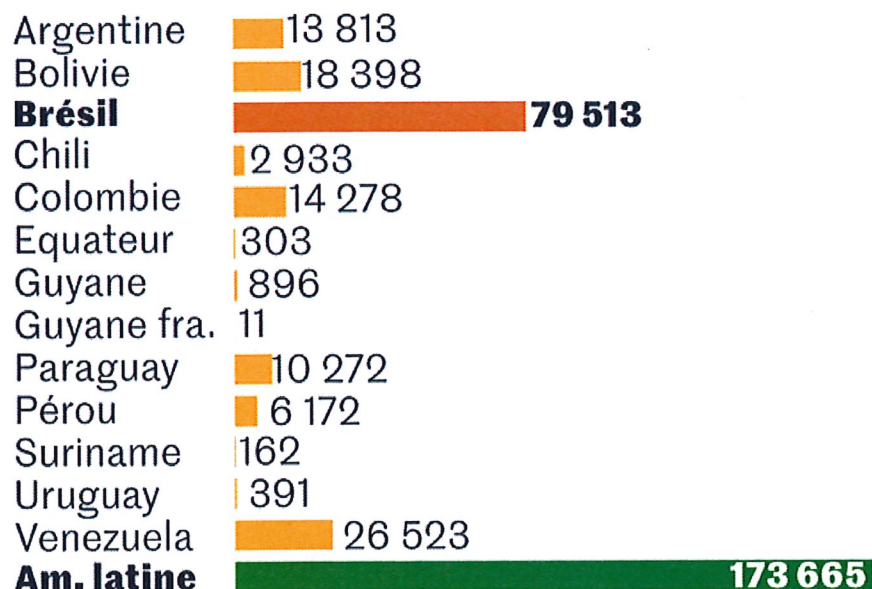
Par ailleurs, les pays donateurs du fonds de préservation de la forêt amazonienne bloquent aujourd'hui tour à tour leurs dons. Des dons substantiels (30 millions d'euros pour la Norvège, 35 millions d'euros pour l'Allemagne), qui vont aux ONG environnementales, mais aussi en grande partie aux institutions environnementales de l'Etat brésilien.

Jair Bolsonaro, à ce stade, fait comme si ces pressions n'avaient pas d'effet sur lui. Il a d'ailleurs réagi à ces blocages en affirmant qu'il n'avait « *pas besoin* » des subventions et que la communauté internationale n'avait pas son mot à dire. « *L'Amazonie est à nous, pas à vous* », avait-il d'ailleurs dit, reprenant la rhétorique des militaires affirmant que les pays développés veulent internationaliser l'Amazonie. Il a d'ailleurs accusé les ONG environnementales d'être à la solde des puissances étrangères et de mettre le feu elles-mêmes pour attirer l'attention des financeurs étrangers, puisqu'il leur a coupé les vivres.

A noter, cependant : si l'attention de la communauté internationale se porte sur l'Amazonie, territoire avec une forte charge symbolique dans l'imaginaire collectif, il ne faudrait pas oublier tous les autres territoires brésiliens également touchés par la déforestation. Car si aujourd'hui, on s'alarme à raison que l'Amazonie soit défrichée à 20 %, il faut également se pencher sur le cas du Cerrado, une savane située dans le centre du Brésil, dont la moitié a déjà été défrichée. En voulant protéger l'Amazonie, notamment en refusant d'importer des produits (viandes, soja, céréales...) de cette région, on a de fait participé à déplacer la production vers d'autres espaces comme le Cerrado, dont le sort émeut moins à l'étranger.

Le Brésil, principal pays d'Amérique latine touché par les incendies, en 2019

Nombre d'incendies détectés par satellite, du 1^{er} janvier au 24 août



Source : National Institute for Space Research

Infographie *Le Monde*

Lire aussi | [Déforestation record au Brésil, le jeu dangereux de Jair Bolsonaro](#)

Les choix faits par Jair Bolsonaro en faveur de la déforestation et des défrichements par brûlis risquent-ils d'aggraver durablement le réchauffement climatique ?

Oui. On a longtemps pensé que le point critique, ce qu'on appelle le processus de « savanisation », serait atteint lorsque 40 % de l'Amazonie serait défrichée. Or, aujourd'hui, on s'aperçoit que ce point a déjà été atteint, à 20 %.

En effet, cette déforestation et ces feux s'inscrivent dans un dérèglement global du système climatique : les défrichements et la déforestation par brûlis entraînent une hausse des émissions de gaz à effet de serre, les arbres ne sont plus là pour capter l'eau des sols et la faire évaporer pour entraîner des pluies. On observe déjà ce type de problèmes sur les saisons des pluies, plus tardives et plus courtes, dans le bassin de La Plata, en Argentine, et dans le sud du Brésil.

On craint que cette modification du régime des pluies, liée à la déforestation et aux feux, exacerbe durablement les effets du réchauffement climatique, qui en retour affecterait la végétation. Les boucles de rétroaction végétation et climat sont encore mal connues et c'est cette incertitude qui rend encore plus inquiétante ces feux.

Mise à jour le 25 août à 21 h 30 : Les infographies figurant dans ce papier ont été modifiées pour y apporter des corrections.

Laura Motet